



HAL
open science

L'homogénéité du discours politique sur la crise économique

Loredana Ruccella

► **To cite this version:**

Loredana Ruccella. L'homogénéité du discours politique sur la crise économique. 2014. halshs-01002011

HAL Id: halshs-01002011

<https://shs.hal.science/halshs-01002011>

Submitted on 5 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'homogénéité du discours politique sur la crise économique

Loredana Ruccella, MoDyCo

Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

Au cours de ce travail, nous souhaitons proposer un aperçu du discours politique autour du sujet de la crise économique, et notamment de la crise des *subprimes* et de celle de la dette publique, afin de montrer l'homogénéité qui le caractérise. Pour ce faire, nous avons choisi un « corpus » de presse écrite constitué de trois quotidiens français et de trois quotidiens italiens représentatifs de la droite (*Le Figaro*), du centre-droite (*Il Corriere della Sera*), de la gauche (*Libération* et *La Stampa*) et du centre-gauche (*Le Monde* et *La Repubblica*).

L'analyse de ce « corpus » nous a permis de remarquer que le discours politique, diffusé par la presse - et que nous appelons *discours économiquement correct* - est un discours homogène, unique, standardisé se caractérisant par le recours à certaines techniques discursives permettant de soutenir le modèle économique néolibéral et de le présenter comme le seul et unique modèle économique possible.

Le *discours économiquement correct* tourne autour d'une rhétorique bien rodée et d'un modèle de transmission de l'information économique récurrent dans les deux crises analysées.

La rhétorique de la crise

L'analyse du « corpus » nous a permis d'identifier un paradigme désignationnel se composant de *substituts potentiellement euphémiques* (SPE)¹ se présentant en tant que reformulants de

¹ Je préfère parler de *substitut potentiellement euphémique* (SPE) au lieu d'euphémisme car aucun signe n'est à priori un euphémisme ; il peut être considéré comme tel uniquement par rapport à la manière dont le destinataire le perçoit. Le concept de SPE, considéré comme la capacité d'un signe à remplacer un autre désignant une réalité taboue, permet de distinguer l'euphémisme du faux-euphémisme. Cette distinction part du principe que tout SPE peut véritablement devenir un euphémisme uniquement si son *potentiel d'euphémisation* ou PE, considéré comme la possibilité intrinsèque à chaque signe de devenir euphémisme, se réalise en discours, c'est-à-dire si le destinataire ne reconnaît pas ce PE, s'il assigne au SPE sa valeur littérale. Si le *potentiel d'euphémisation* du *substitut potentiellement euphémique* ne se réalise pas en discours, nous parlerons de faux-euphémisme.

l'invariant référentiel *crise*. Observons les tableaux suivants ; le premier regroupant les SPE issus du « corpus » français (CF) et le deuxième regroupant les SPE issus du « corpus » italien (CI) :

Tableau 1

Paradigme désignationnel de la crise (CF)
SPE
Accident systémique
Ajustement
Correction immobilière
Destruction créatrice
Essoufflement
Grippe
Mésaventure du <i>subprime</i>
Nuages
Perturbation
Problème des <i>subprimes</i>
Ralentissement
Rhume
Turbulence

Tableau 2

Paradigme désignationnel de la crise (CI)
SPE
Aggiustamento
Correzione
Distruzione creatrice
Febbre
Incidente
Perturbazione
Problema dei <i>subprimes</i>
Raffreddore americano
Turbolenza

Ces SPE peuvent être distingués, sur la base de leur visée pragmatique, en trois groupes :

- SPE visant à présenter une information ambiguë autour de la crise. Il s'agit de SPE qui, en général, relèvent de la métaphore et appartiennent au champ sémantique de la médecine (*grippe, rhume, essoufflement*) et à celui de la météorologie (*nuages,*

perturbation, turbulence). L'ambiguïté est issue du fait que la métaphore permet, d'une part, de voiler la négativité de l'argument « tabou » et d'autre part, de voiler le degré de négativité de celui-ci. Observons les énoncés ci-dessous :

- [1] « Alors que **les nuages** s'amoncellent sur la croissance américaine et européenne, les pays émergents feraient en effet presque figure de refuge. » (*Le Figaro*, 10/09/2007)

En [1] se vérifie une rupture isotopique entre SN + SV *les nuages s'amoncellent* et le SN *la croissance*. Dans cet exemple, l'énoncé métaphorique pourrait être interprété uniquement comme « X (*les nuages*) menace la croissance/les établissements bancaires ». Ici, la relation que le signe *nuages* entretient avec et le signe *croissance* et le syntagme *colossi bancari* (colosses bancaires) donne lieu à un énoncé métaphorique qui permet d'inférer un problème lié à la croissance ou au secteur bancaire. La gravité du problème, cependant, est difficile à inférer et c'est cela qui donne à la métaphore son *potentiel d'euphémisation*. La difficulté de l'inférence est liée au fait que le locuteur peut attribuer au signe *nuages* un nombre théoriquement illimités de sens (crise, récession, dépression, chômage, appauvrissement des ménages, baisse de la consommation, etc.).

- [2] « Il y a certes une crise, mais sur un marché précis qui n'est qu'un sous-segment du marché immobilier américain. L'environnement général reste marqué par une surabondance de ressources financières. En baissant les taux, on risque de provoquer un accident cardiaque, alors que l'on cherchait simplement à soigner une **grippe**. » (*Libération*, 16/08/2007)

- [3] « L'économiste en chef de l'institution, Ifzal Ali, considère cependant que l'Asie est bien armée pour supporter les effets d'un ralentissement économique américain. "Un **rhume** aux États-Unis ne manquera pas de provoquer une grippe dans notre partie du monde, mais il ne débouchera pas sur une pneumonie", affirme-t-il. » (*Le Figaro*, 18/09/2007)

En [2] l'analyse *sémantico-linguistique* permet d'identifier des signes appartenant au même champ sémantique : celui de la médecine. L'identification du champ sémantique, d'une part, permet, en opposant les différents signes en faisant partie – à savoir *grippe* et *accident cardiaque* – d'en évaluer le degré de gravité. C'est ainsi qu'en opposant le signe *grippe* au syntagme *accident cardiaque*, nous pouvons facilement affirmer que le premier se réfère à un problème moins grave par rapport au deuxième. D'autre part, celle-ci nous permet d'identifier une incohérence sémantique, issue d'une rupture

isotopique entre ces deux unités lexicales et les autres éléments de l'énoncé et, par conséquent, d'inférer facilement que le signifié du signe *grippe* ne peut pas être une « inflammation des muqueuses », mais vraisemblablement une « crise économique ». En effet, le signe *grippe* peut être considéré comme une reprise anaphorique du signe *crise* dans l'énoncé « il y a certes une crise, mais sur un marché précis qui n'est qu'un sous-segment du marché immobilier américain ». Cependant, cette inférence ne peut pas être seulement liée au contexte linguistique car celui-ci ne permet pas d'identifier aucune relation sémantique entre l'*anaphorisé* et l'*anaphorisant*. L'inférence peut, en revanche, être formulée à travers la prise en compte d'une dimension *sémantico-discursive*. L'analyse *sémantico-discursive* nous permettra en effet de proposer certaines hypothèses interprétatives – les « possibles interprétatifs »^[2] pour Charaudeau ou les « avenues de sens »^[3] pour Barthes – résultant de la découverte d'un jeu énonciatif entre ce qui est dit et ce qui est laissé entendre. C'est donc grâce à ce type d'analyse, et plus précisément, au contexte d'énonciation – les pages économiques du quotidien *Libération* – que nous pouvons interpréter le sens implicite du signe *grippe* ; en effet, une fois reconnu, suite à l'analyse *sémantico-linguistique*, qu'une grippe est un problème de santé moins grave par rapport à un *accident cardiaque*, il suffira de transposer ce niveau de gravité au domaine de l'économie pour pouvoir inférer que le signe *grippe* – problème de santé léger – se réfère à la crise ; que le syntagme *accident cardiaque* – problème de santé grave – est un SPE se référant à la récession. En [2], les hypothèses nous paraissent motivées, d'une part, par le contexte linguistique et, d'autre part, par le contexte d'énonciation.

Cependant, nous avons dû nous confronter à la production d'hypothèses plus aléatoires que celles-ci. En effet, la seule prise en compte de ces éléments d'analyse, dévient, parfois, insuffisante pour émettre des hypothèses interprétatives efficaces. Il suffit d'observer l'énoncé [3], où nous avons décidé, non sans quelque réserve, de donner encore une fois au signe *grippe* le signifié « discursif » de « crise économique ». Dans cet énoncé, en effet, le signe *rhume* aurait pu être considéré en tant que SPE de *crise*, le signe *grippe* en tant que SPE de *récession* et le signe *pneumonie* en tant que SPE de *dépression* ou *contraction*. Cependant, les informations dont nous disposons grâce à l'ensemble des discours déjà produits invalident cette première hypothèse car lors de

^[2] Expression empruntée à P. Charaudeau, in *Langage et Discours - Eléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette-Université, 1983.

^[3] Expression empruntée à R. Barthes, *S/Z*, Le Seuil, Paris, 1970.

l'énonciation, la crise venait à peine de se déclencher et la presse parlait d'une possible, mais non probable, récession aux États-Unis. En revanche, il n'y avait aucun élément laissant supposer une récession en Asie. Suite à cette considération, relevant d'une inférence interdiscursive^[4], nous avons mis de côté cette première hypothèse et nous avons estimé plus plausible de considérer le signe *rhume* comme SPE de *krach de l'immobilier*, le signe *grippe* comme SPE de *crise* et le signe *pneumonie* comme SPE de *récession*.

- SPE visant à présenter la crise comme un accident, comme un hasard et non pas comme le résultat d'un système financier défaillant. Ces SPE relèvent, en général, de l'hyponymie (*problème, mésaventure, accident*).

[4] « Rien ne dit, à ce stade, que l'Europe ne payera pas une note plus salée que les établissements financiers américains eux-mêmes de cette **mésaventure du subprime**. » (*Le Figaro*, 25/09/2007)

[5] « Le premier ministre estime que la France n'est pas "à l'abri d'**accidents systémiques**" et anticipe une panne de croissance pour 2009 et ses conséquences sur le taux de chômage et le déficit public. » (*Le Figaro*, 15/10/2008)

En [4], le syntagme *du subprime* – qui suit le N *mésaventure* – nous permet très facilement de remplacer le coréférent *mésaventure* par le signe *crise*, à travers un simple procédé de déconstruction du syntagme *crise du subprime*. L'interprétation de cet SPE est aisée, mais le PE du signe *mésaventure* est cependant important du point de vue de la valeur pragmatique que ce signe peut avoir. En effet, remplacer le signe *crise* par le signe *mésaventure* signifie prétendre que la situation financière n'est que le fruit de la malchance, d'une fatalité malheureuse déclenchée par une combinaison tout à fait improbable d'événements ordinaires. La même considération peut être faite pour le signe *accident* en [5].

- SPE visant à banaliser, à neutraliser ou à naturaliser la crise en la présentant de manière positive. Ces SPE relèvent, en général de l'antonymie (*ajustement*) et la métonymie (*correction*)

^[4] « Mise en relation de divers discours porteurs de savoirs sur le monde dont on suppose qu'ils sont inscrits dans une mémoire collective. », in P. Charaudeau, « La situation de communication comme lieu de conditionnement du surgissement interdiscursif », in *TRANEL n°44, Interdiscours et intertextualité dans les médias*, Institut de linguistique de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, 2006.

[6] « Ce serait un coup fatal pour les “lâchés” – Grèce ou Espagne – mais aussi très dur pour les pays du “peloton” comme la France. “Une hausse des taux d’intérêt aurait un double impact sur les pays en plein **ajustement** : renchérir le coût de leur endettement, et fragiliser leur reprise”, craint M. Cailloux. » (*Le Monde*, 31/08/2010)

[7] L'**ajustement** du secteur immobilier s'avère plus intense que ce que nous avions prévu”, a déclaré le ministre de l'Économie, Pedro Solbes. » (*Le Figaro*, 24/04/2008)

Le terme *ajustement*, dans le domaine économique, pourrait être défini, de manière générale, comme une correction visant à équilibrer deux valeurs (prix et salaires, euro et dollar, offre et demande, etc.). Malgré la polysémie de ce terme – dont les acceptions sont nombreuses – nous n'avons pas rencontré, dans les dictionnaires économiques et généraux consultés, d'occurrence décrivant ce signe dans l'acception de *crise*. En revanche, comme nous pouvons l'observer dans les exemples proposés ci-dessus, cette acception a été rencontrée dans notre « corpus ». D'un point de vue sémantique, considérer le signe *crise* et le signe *ajustement* en tant que coréférents signifie ôter à *crise* un sème distinctif, celui du retournement, de la rupture de l'équilibre. Considérant cet aspect, les signes *crise* – contenant le sème « déséquilibre » – et *ajustement* – contenant le sème « équilibre » – paraissent liés par une relation d'antonymie sur le plan linguistique et par une relation de synonymie sur le plan discursif. Du point de vue pragmatique, le recours à ce coréférent discursif permet – grâce à la connotation positive que, généralement, le signe *ajustement* reçoit – de présenter la crise de manière positive.

[8] “È una **correzione** che da mesi sapevamo che stava per arrivare” ha commentato il presidente della Bce Jean-Claude Trichet. » (*La Stampa*, 23/01/2008)

Dans l'énoncé [8], le coréférent métonymique est identifiable grâce aux indices fournis par l'environnement contextuel. Ici, en effet, l'environnement cotextuel ne nous permet pas d'identifier le transfert cotopique des deux termes. Ce transfert est, cependant, identifiable grâce à l'environnement contextuel qui nous permet d'assigner, par calcul inférentiel, la même valeur référentielle aux signes aux signes *correction/correzione* et *crise*. Dans ce cas, l'interprétation de *correction* peut se faire uniquement à la suite de l'identification – issue d'une inférence relevant d'indices repérés dans le hors-discours^[5]

^[5] Cette inférence peut se faire uniquement à travers la mobilisation de connaissances extérieures au discours ; en effet, elle ne présente aucun élément permettant de reconnaître l'anaphore. Nous considérons cette reprise anaphorique au sens de Georges Kleiber, c'est-à-dire en tant qu'anaphore « mémorielle » qui « renonce au

– du sème *crise* dans certains segments discursifs – à savoir, *mutui subprime*^[6], *tracollo*^[7], *inciampi tipo Northern Rock*^[8] et *insubordinazione statunitense*^[9] – identifiés dans l'énoncé. Afin d'éclaircir cette idée, observons, à titre d'exemple, le rôle du syntagme *insubordinazione americana*, dont l'analyse relève de la mise en relation des éléments du discours – à travers lesquels on reconnaît l'existence d'un problème conjoncturel lié à la question des *subprimes* et provoqué par l'« insubordination américaine » – et des informations dont nous disposons grâce à l'interdiscours – qui nous permettent d'inférer que le syntagme *insubordinazione americana* remplace *crise des subprimes*. À partir de ces inférences, nous pouvons assigner au signe *correction* – qui est une reprise anaphorique (dont l'antécédent peut, aussi bien, être le segment discursif immédiatement précédent que l'ensemble de l'énoncé qui la précède^[10]) – la même valeur référentielle du signe *crise*. Le recours à la métonymie permet donc à Jean-Claude Trichet – via le discours rapporté du journaliste de La Stampa – de présenter l'argument « tabou » à travers une « réindexation référentielle »^[11] rehaussante de la récession, déclenchée par le recours à un signe (*correzione/correction*) pouvant être affecté d'une connotation positive, issue d'un sémantisme qui renvoie à une modification destinée à une amélioration.

[9] « Non ci sarà nessuna crisi del 1929 come dice Tremonti: quella in atto è una **correzione come ce ne sono state altre**, e le Banche centrali stanno reagendo in maniera appropriata. “No, non vedo in arrivo lo scoppio di una bolla come quella della New economy. **I mercati hanno i loro alti e bassi, le pause sono fisiologiche**. Ultimamente si era esagerato un po' a prestare denaro grazie a tassi di interesse troppo bassi, ora è in **atto una forte correzione, tutto qui**”. » (*La Stampa*, 20/08/2007)

En [9], Giulio Tremonti banalise la crise financière, d'une part, à travers le signe *correzione* dont la connotation est positive. D'autre part, par la comparaison de cette « correction » avec les « corrections » survenues dans le passé (« quella in atto è una

critère textuel et promeut le critère de saillance préalable [...]. Dans un tel cadre, où le mode de connaissance du référent qu'a l'interlocuteur est considéré comme déterminant, l'anaphore devient un processus qui indique une référence à un référent déjà connu par l'interlocuteur, c'est-à-dire un référent « présent » ou déjà manifeste dans la mémoire immédiate », in G. Kleiber, *Anaphores et pronoms*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1994, p. 22.

^[6] Traduc. : « Crédits *subprimes* ».

^[7] Traduc. : « Krach ».

^[8] Traduc. : « Inconvénients du type Northern Rock ».

^[9] Traduc. : « Insubordination américaine ».

^[10] L'impossibilité d'établir avec précision quel est l'anaphorisé du signe *correction* est due à l'absence d'un élément (connecteur, démonstratif, possessif, etc.) permettant de combler la rupture syntaxique engendrée par le recours à la citation où le signe apparaît.

^[11] [La référence] « fortement orientée du fait qu'elle réindexe l'objet du discours sur une polarité coréférentielle davantage adaptée aux exigences de la communication », in M. Bonhomme, *Le discours métonymique*, Berne, Peter Lang, 2006, p. 37.

correzione come ce ne sono state altre »^[12]). Il est vrai que dans sa deuxième occurrence, le signe *correzione* est précédé de l'adjectif *forte* (forte) qui pourrait engendrer une connotation négative ; cependant l'engendrement de celle-ci est découragé par la locution *tutto qui* (rien d'autre), qui exprime insouciance et sérénité. À côté de la banalisation de la crise, nous pouvons observer une rhétorique vouée à la naturalisation de celle-ci (définie, par SPE, *pause* dans l'énoncé « i mercati hanno i loro alti e bassi, le pause sono fisiologiche »^[13]) qui est considérée en tant que processus physiologique et donc tout à fait ordinaire, voire nécessaire.

L'analyse de ce paradigme nous a amené à présenter celle qui nous paraît être la conceptualisation de la notion de *crise* dans le discours analysé ; la crise apparaît comme un événement fortuit et nécessaire au bon fonctionnement du système. Il s'agit donc d'un aléa, d'un problème temporaire qui impose des solutions temporaires, d'un mauvais moment à passer qui oblige « tout le monde » à faire des sacrifices. La portée pragmatique n'est pas sans valeur car cette idée de crise engendre, à notre avis, un sentiment de résignation, l'habitude de vivre avec cet « aléa », de trouver des solutions personnelles pour s'en sortir sans vraiment laisser la place à un questionnement plus profond, critique et commun.

Le modèle de transmission de l'information

Suite à l'analyse de notre « corpus », nous avons également pu repérer un modèle de transmission de l'information récurrent dans les deux crises étudiées. Ce modèle se caractérise par l'interdépendance de trois axes principaux qui semblent, d'une part, viser à défendre le système financier en vigueur, à le déresponsabiliser, à ne pas accepter une éventuelle remise en cause de celui-ci. D'autre part, à persuader le récepteur du bien-fondé de l'activité entreprise par la classe politique et de la bonne foi de tous ce qui s'engagent dans la recherche de solutions et dans la lutte contre la crise.

Le premier axe : les coupables

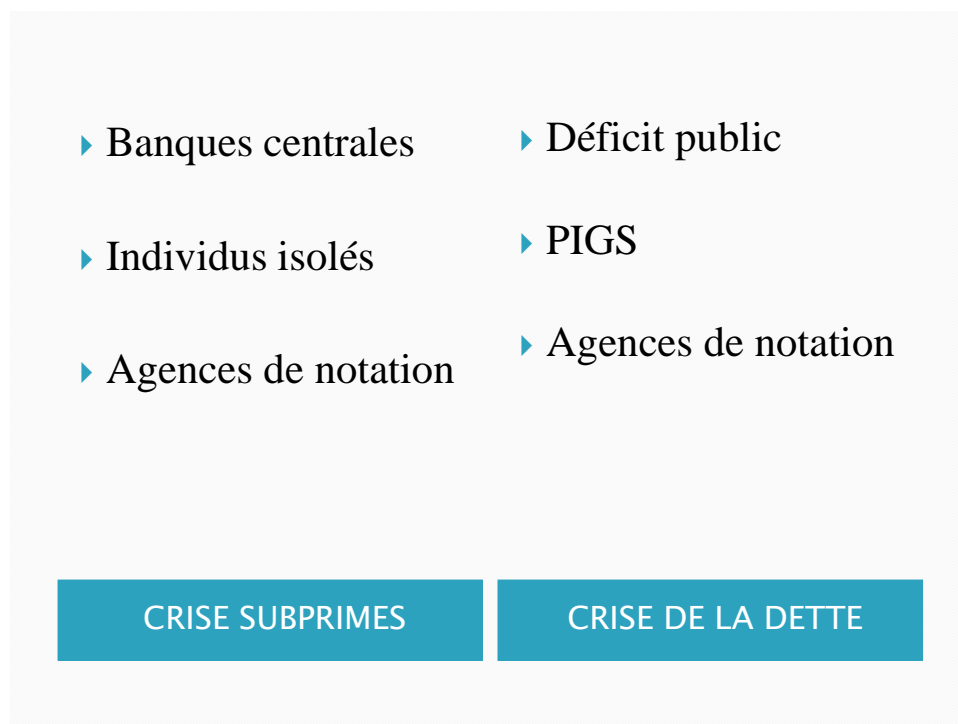
Le premier axe concerne la diffusion d'un ensemble d'informations liées à la volonté de dénoncer les coupables. Dans ce contexte, nous avons pu remarquer le recours à certaines

^[12] Traduc. : « La correction qui est en cours est une correction comme d'autres ».

^[13] Traduc. : « Les marchés ont leur hauts et leur bas, les pauses sont physiologiques ».

stratégies issues de l'impolitesse qui, pour chacune des deux crises considérées, s'adressent particulièrement à trois catégories de coupables, et qui se manifestent à travers l'expression systématique du désaccord ou par la production d'un FTA. Afin d'avoir un aperçu plus clair, observons le tableau ci-dessous.

Tableau 3



Comme nous pouvons le voir, dans le contexte de la crise des *subprimes*, la première catégorie de coupables est celle des Banques Centrales ; elles sont considérées coupables d'avoir fragilisé le marché immobilier en augmentant les taux d'intérêts. Dans le contexte de la crise de la dette publique, les premiers coupables sont les déficits publics. Observons les exemples qui suivent :

[1] Tout en abaissant nettement ses prévisions de croissance pour 2008 dans la zone euro (à 2 %, contre 2,3 % précédemment), la BCE a donné de nombreuses preuves de « son **obsession** inflationniste », pour reprendre l'accusation lancée par le président de la République Nicolas Sarkozy. » (Le Monde, 08/12/2007)

[2] « Nicolas Sarkozy a répété mercredi à Cholet qu'il se "refusait à toute hausse d'impôt". C'est ainsi du côté des dépenses qu'il faudra travailler. "**Je ne peux pas accepter que l'essentiel de la richesse que nous créons chaque année serve à financer les dépenses publiques** ", a ajouté le président, se félicitant que le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ait abouti à la suppression de 100.000 postes en deux ans et demi (Le Figaro, 07/01/2010)

En [1], ressort une critique plutôt explicite de l'activité de la BCE, accusée de prêter une attention exagérée, obsessionnelle à l'inflation (son «obsession inflationniste»). Le message implicite issu de cet énoncé est la remise en question du pouvoir de régulation que l'État exerce sur la finance par le biais des Banques Centrales.

L'énoncé [2] offre une image claire du « coupable » et permet de soutenir la nécessité de réduire les dépenses publiques. Il manque, cependant, ici une donnée statistique : le déficit public moyen dans la zone euro était de 0,7% du PIB et la dette publique de 66,3% du PIB avant la crise de 2007 (la crise des *subprimes* et surtout la récession qui l'a suivie a fait grimper le déficit à 6,2% et la dette à 85,4% en 2010)^[14]. Néanmoins, les dépenses sont stables ou en baisse dans l'UE depuis les années 90^[15] ; le problème de la dette n'est donc pas présenté, à notre avis, du point de vue adéquat. Très rarement, en effet, nous trouvons des informations relatives à la diminution des recettes, issue du manque d'harmonisation fiscale entre les États européens et de la concurrence fiscale bâtie sur la défiscalisation en faveur des sociétés, des patrimoines et des hauts revenus. Ici, la désignation de l'« ennemi-État » permet de fixer l'attention sur l'effet produit par la combinaison de problèmes divers, plutôt que sur les problèmes eux-mêmes.

La deuxième catégorie de coupables est celle des individus isolés (pour la crise des *subprimes*) et des PIGS (pour la crise de la dette). Suite à l'analyse de notre « corpus », nous avons, en effet, pu distinguer une rhétorique visant à l'isolement de certains acteurs ou de certains pays considérés comme irresponsables. Cela permet de ne pas pointer du doigt le système économique-financier en vigueur, mais de blâmer plutôt le comportement immoral de certains acteurs financiers ou bien la corruption et le manque de « discipline » de certains pays.

Observons les exemples :

[3] « Le temps est donc peut-être venu de calmer les ardeurs de ces **“hors-la-loi”** de la finance. “Mais il faut être malin, sinon ils s'orienteront vers d'autres niches”, avance Christian de Boissieu. » (*Libération*, 17/08/2007).

^[14] Eurostat, *Fourniture des données de déficit et de dette pour 2010 – 2^{me} notification. Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 6,2% et 6,6% du PIB*, 153/2011 - 21 octobre 2011, <http://ec.europa.eu/eurostat>.

^[15] Ministère du budget des comptes publics et de la réforme de l'État, *Projet de loi de finances pour 2012. Rapport sur les finances publiques et son évolution*, <http://economie.gouv.fr>, p. 14.

- [4] « La crisi greca, ha detto il premier, è un prodotto innanzitutto della “**corruzione**” che appesta l'amministrazione pubblica ad ogni livello. Come se attendesse di sentire da anni quelle parole, tutta la Grecia ha annuito.

La troisième catégorie de coupables est celle des agences de notation qui sont parfois peu et parfois trop sévères dans leur évaluation des titres de dette. Observons les exemples :

- [5] « “*Si les **agences de notation croient que les affaires vont continuer comme avant, elles se trompent**”, a averti un fonctionnaire de la commission européenne cité sous couvert de l'anonymat par le quotidien britannique. “*Le marché des prêts hypothécaires à risque n'aurait pas pris autant d'ampleur sans les notes favorables fixées par certaines agences*”, analyse-t-il. » (*Le Monde*, 16/08/2007)*

- [6] « Berlusconi: “**Agenzie senza credibilità**”. Il premier exprime disappunto per le **difficoltà che le valutazioni delle agenzie di rating stanno creando** ai paesi europei nel suo discorso di insediamento ad interim al ministero dello Sviluppo economico. » (*La Repubblica*, 06/10/2010)

En [5] et [6], le problème des agences de notation est abordé, mais il n'est pas approfondi. En effet, il manque ici une explication, d'après nous, importante pour que le lecteur non spécialiste accède à l'essentiel de l'information présentée ; les agences de notation sont des entreprises commerciales privées dont les clients sont les émetteurs de titres. En d'autres mots, les émetteurs de ces « dérivés de crédit » paient l'agence de notation pour qu'elle évalue le risque de leurs titres avant qu'ils soient lancés sur le marché. La conséquence est que, comme toute autre entreprise, les agences de rating, ne voulant pas perdre leurs clients, ont eu tendance – peut-être de bonne foi, emportées par l'euphorie ambiante ou peut-être de moins bonne fois, s'apercevant de la possibilité de retirer des profits très élevés de ce marché^[16] – à juger de manière positive la qualité de ces produits.

Le deuxième axe : le pragmatisme

Après avoir observé le premier axe, nous allons prêter attention au deuxième qui se caractérise par la diffusion d'un ensemble d'informations pragmatiques indiquant les possibles manœuvres à suivre afin de résister à la crise. À ce propos, l'analyse du « corpus » nous a permis d'identifier deux tendances issues du pragmatisme ; la première est celle du sauvetage et la deuxième est celle de la transparence et de la réglementation.

^[16] « Moody's fera 44% de son chiffre d'affaires sur l'évaluation des produits dérivés de subprime – 53% au premier semestre 2007 », in F. Lordon, *Jusqu'à quand. Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2008, pp. 44-45.

La première tendance consiste à proposer un discours qui, dans le contexte de la crise des *subprimes*, tourne autour de la nécessité de « sauver » le système en injectant des liquidités et en baissant les taux directeurs. Dans le contexte de la crise de la dette, cette tendance tourne autour de la nécessité de « sauver » un État ou l'Europe en imposant une politique de rigueur. Dans les deux cas, ce qui est frappant est le manque d'alternatives à ces solutions, proposées comme étant les seules envisageables.

Cette rhétorique du sauvetage est caractérisée par le recours à certaines stratégies syntaxiques dont les plus récurrentes sont :

➤ Les modalités qui permettent de :

✚ Souligner – par le verbe *vouloir* – l'engagement de la classe politique.

[7] « Anche nei progetti di Obama c'è “un piano molto più ampio dei 175 miliardi di dollari indicati durante la campagna elettorale” – ha spiegato il suo portavoce, Axelrod, che tuttavia non ha fatto cifre – perché **il presidente vuole un piano sufficientemente vasto che consenta di rispondere all'ampiezza delle sfide.** » (*La Repubblica*, 23/11/2008)

✚ Développer une logique de l'effort commun et du sacrifice par le recours au verbe *devoir* ou aux expressions *il est nécessaire, il est indispensable, devoir + être*.

[8] « Per il presidente, l'intervento è “**essenziale**” per affrontare di petto il problema. Il presidente non si è nascosto che l'intervento costerà molto ai contribuenti americani: “Ma è **necessario** per salvare famiglie e imprese”. Alla fine, ha assicurato Bush “nessun americano ci rimetterà neppure un dollaro”. » (*La Repubblica*, 19/09/2008)

✚ Alerter le récepteur – par le biais des verbes *savoir* et *pouvoir* – que, malgré l'engagement et les efforts, il existe le risque de ne pas atteindre les buts envisagés. Ces modalités jouent, en effet, un rôle de disculpant en vue d'un éventuel échec. *Savoir* fournit une justification acceptable par le récepteur car ce verbe met en relief que l'éventuel échec ne serait pas dû à un manque de savoir, mais aux circonstances qui ne permettent pas d'avoir des connaissances précises. À la complexité de la situation, décrite par le verbe *savoir*, s'accompagne l'incertitude – exprimée par *pouvoir, il est possible* et *devoir + être* – d'être en mesure de donner des réponses et de trouver des solutions efficaces.

[9] « **Personne ne sait** combien de temps cette correction de marché va durer et quelle sera son ampleur. » (*Le Figaro*, 17/09/2007)

- Le recours à l’embrayeur *nous* – par lequel les dirigeants politiques n’assument pas entièrement la responsabilité de ce qu’ils disent ou, du moins, ils la partagent avec des tiers – et au pronom sujet *on*, caractérisé par une indétermination référentielle permettant à l’énonciateur de ne pas afficher sa position. En d’autres termes, citant Émile Benveniste, on peut relever un « besoin de donner à “nous” une compréhension indéfinie et volontairement vague d’un “je” prudemment généralisé »^[17].

[10] « “Les fondamentaux de l’économie française sont solides et son système bancaire est l’un des plus solides au monde”, a-t-il ajouté lors du compte-rendu du conseil des ministres. “**Nous** avons aussi une détermination sans faille à tenir **nos** objectifs [de réduction des déficits] qui sont intangibles”, a poursuivi M. Baroin. » (*Le Monde*, 30/11/2010)

La rhétorique du sauvetage se caractérise également par la présence de certaines stratégies discursives issues de la politesse et visant à ne pas « perdre la face », à défendre et à justifier les actions entreprises. Ces stratégies se manifestent le plus souvent en insistant sur l’absence d’alternatives, sur le manque de choix. Observons les exemples suivants :

[11] « Dominique Strauss-Kahn reste cependant prudent à son sujet : “**Les politiques injectent de l’argent public pour éviter que tout l’édifice financier s’écroule, parce que c’est la stabilité de nos économies qui en dépend.**” » (*Le Figaro*, 28/09/2008).

[12] Le ministre du Budget et de la Fonction publique, Éric Woerth, a expliqué, hier, que **le gouvernement n’avait pas d’autre choix que de continuer à réduire ses effectifs**. « On a diminué de 100000 le nombre de fonctionnaires depuis près de trois ans, **on ne peut pas faire autrement**”, a déclaré Woerth, ajoutant que le **service public devait être « moins coûteux et plus performant**”. » (*Libération*, 21/01/2010)

[13] « Ma non c’è il rischio che con i tagli si affossi il paese? “No. Non **ci sono alternative al rigore**. L’austerità è dolorosa ma serve a bloccare un meccanismo perverso che ha fatto andare avanti l’Italia a colpi di spesa pubblica”. » (*La Repubblica*, 27/06/2010)

La deuxième tendance, celle de la transparence et de la réglementation, se manifeste à travers la répétition de signes tels que *transparence, surveillance, sécurité, régulation* ; les crises s’enchaînent et les mêmes mots résonnent. En effet, l’argument ou, plus précisément, le leitmotiv de la transparence et de la réglementation remonte à plus loin : on le retrouve dans la presse lors de la crise financière de 1997-1998^[18] ainsi qu’en 2001-2002^[19] lorsque l’on blâme

^[17] É. Benveniste, « Structure des relations de personne dans le verbe », in *op. cit.*, 235.

^[18] I. « L’economista statunitense affronta il problema della speculazione dopo il crac LtcM “Nessun vincolo ai mercati”, ma occorre più trasparenza per strumenti come gli “hedge funds”. “Sono favorevole a una maggiore

l'opacité d'Enron, par exemple. Ces signes apparaissent donc comme des notions vides de sens, comme des promesses qui ne se transforment pas en actions concrètes et surtout rapides. En effet, le temps de la mise en application de la réglementation proposée (Bâle 3^[20]) pour éviter les crises futures, permet très aisément de préparer la crise suivante que cette réglementation est censée éviter^[21]. En outre, cette vague régulatrice débute, paradoxalement, avec un ultérieur « assouplissement » des règles en vigueur : injections impressionnantes de liquidités de la part des banques centrales, baisses des taux, accès à la procédure du réescompte^[22] via l'échange de titres de très mauvaise qualité, échéance *d'overnight*^[23] étendue à trente jours, ensuite à quatre-vingt-dix jours et surtout l'accès des banques d'affaires qui, jusqu'à présent, en étaient écartées, aux procédures de refinancement propres aux banques classiques. Cette ouverture au refinancement étatique est une véritable conquête pour le monde de la finance qui se voit ouvrir la voie à un type de refinancement dont elle était écartée. Observons les exemples :

trasparenza degli hedge fund, ma sarebbe sbagliato introdurre controlli e limitazioni alla loro attività". Allen Sinai è uno dei più ascoltati economisti di Wall Street. » (*Il Corriere della Sera*, 04/10/1998) 2. « Dalle pagine di questo giornale l'ex cancelliere tedesco Helmut Schmidt ha lanciato un j'accuse: gli speculatori sono responsabili della crisi in Asia, Russia e America Latina; per fermarli è necessaria una regolamentazione internazionale del mercato dei capitali ». (*Il Corriere della Sera*, 13/09/1998) 3. « Una svolta finanziaria dal G7. I sette paesi più industrializzati hanno annunciato il varo di un nuovo meccanismo anti-crisi con il coinvolgimento del Fondo monetario internazionale e nuove proposte per una maggiore trasparenza del mercato internazionale. » (*La Repubblica*, 30/10/1998) 4. « Les grands débats sur la "rénovation de l'architecture du système financier international", qui se sont poursuivis cette semaine, portent donc principalement sur les moyens. Au-delà des positions de principe ("plus de transparence", "plus de règles de prudence bancaires") les quelques propositions pratiques n'ont guère reçu d'écho. » (*Libération*, 17/04/1998).

^[19] 1. « Draghi: crisi finanziarie serve più trasparenza. Gli emittenti pubblici dei maggiori Paesi mondiali, i principali operatori finanziari e le agenzie multilaterali sono da ieri riuniti a Roma presso il ministero del Tesoro per il "Forum 2000" organizzato dalla Banca Mondiale. » (*Il Corriere della Sera*, 04/04/2000) 2. « À l'heure où de nombreux gouvernements travaillent à l'élaboration de nouvelles règles pour encadrer les pratiques financières sur les marchés financiers, les experts-comptables d'une centaine de pays se réunissent aujourd'hui à Hong Kong. Objectif : tirer les leçons du scandale financier d'Enron et tenter de redorer l'image des experts-comptables. "Notre profession est très attaquée. En même temps, elle est au cœur de la confiance et de la transparence des marchés financiers", souligne Guylaine Saucier, membre du comité directeur de la Fédération internationale des experts-comptables (Ifac). » (*Libération*, 18/11/2002).

^[20] « Mesures destinées à renforcer la solidité du système bancaire proposées par le comité de Bâle (organisme chargé d'ériger les règles de base des métiers de la banque) qui est hébergé par le BRI (Banque des Règlements Internationaux) dont le siège est Bâle », in A. Silem (éd), *op.cit.*

^[21] La réforme *Bâle I* a été mise en place en 1988 et appliquée en 1993, permettant la formation de la bulle Internet. *Bâle II* a été mise en place en 2004 et elle est entrée en vigueur en 2008, permettant la formation de la bulle immobilière. *Bâle III* a été mise en place en 2010 et prendra normalement effet entre 2015-2018.

^[22] Opération de mobilisation des effets de commerce, c'est-à-dire une opération par laquelle une banque verse au porteur d'un effet de commerce non échu le montant de celui-ci.

^[23] « Opération de crédit à court terme qui consiste à acheter, avant son échéance, un effet de commerce au porteur de celui-ci en remettant le montant de la créance, déduction faite du taux d'escompte officiel, fixé par la banque centrale », in A. Silem (éd), *op. cit.*

[14] Intervenant hier à Bruxelles devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, a souligné « *l'importance d'une meilleure **surveillance** du secteur financier* » et souhaité « *plus de **transparence*** ». (*Le Figaro*, 12/08/2007)

[15] « Les marchés financiers sont également pris pour cible. “Il est aussi indispensable de renforcer la **régulation** des marchés financiers”, proclament Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Paris et Berlin appellent par exemple à “**renforcer la transparence** et la **sécurité** des transactions sur les marchés dérivés” » (*Le Figaro*, 05/05/2010)

Le troisième axe : l'axiologie

Après avoir présenté les deux premiers axes caractérisant le modèle de transmission de l'information, nous terminerons cette analyse en prêtant attention au troisième axe, celui de l'axiologie. Ce dernier axe se présente comme un ensemble d'informations caractérisées, d'une part, par la mise en relief de certaines valeurs morales – à savoir le courage, le sens du sacrifice ou de la solidarité, l'orgueil national, etc. – et, d'autre part, par la mise en valeur de la responsabilité dont la classe dirigeante doit faire preuve afin de maîtriser la crise ; ce qui peut favoriser, chez les citoyens, le déclenchement d'un sentiment de confiance envers les dirigeants politiques. Ici, les stratégies repérées sont essentiellement rhétoriques et portent sur la répétition de certains signes tels que *responsabilité, sacrifice, défi, épreuve, discipline*. Observons les exemples suivants :

[16] « La **qualità di un vero uomo di Stato** è di assumere **la buona decisione** spiegando alla gente gli obiettivi che ci sono dietro ai **sacrifici**”, ha detto Cameron. “Un debito enorme deve essere gestito. Incrociare le dita aspettando la crescita e sperando che scompaia non è una risposta”, e poi ha aggiunto: “il Paese è 'scoperto'. E gli interessi su questo scoperto si mangiano ciò che la nazione avrebbe dovuto spendere per altro. **Dobbiamo avere la gente dalla nostra parte nel corso di questo difficile viaggio**”, ha proseguito il leader dei conservatori. » (*La Repubblica*, 06/06/2010)

L'encouragement à la confiance du peuple envers les dirigeants se retrouve en [16], où David Cameron parle de « bonne décision » (« buona decisione ») en se référant aux sacrifices demandés à la population. Cette bonne décision est légitimée par l'énoncé « un vero uomo di stato » (« un vrai homme d'État ») et plus précisément par l'adjectif *vero* (vrai) par lequel Cameron, en mettant en valeur son sens moral, sa déontologie d'homme politique, invite les Anglais à lui faire confiance. Hormis le thème de la confiance, nous avons observé ici le désir

de construire un lien de solidarité entre la classe politique et les gens (« dobbiamo avere la gente dalla nostra parte »^[24]).

[17] « Non so se sia una ideologia ma l'austerità certamente è una necessità e una **responsabilità**». Lo ha detto il ministro dell'Economia, Giulio Tremonti, che all'assemblea di Confcooperative ha sottolineato: «Siamo ad un tornante della storia, non solo per noi ma per tutti i paesi». L'austerità, ha aggiunto, «è una necessità che significa **solidarietà e responsabilità**». E ha ricordato che l'austerità è alla base della manovra: stamane il governo ha posto la questione di fiducia nell'Aula del Senato sul maxiemendamento al decreto legge. » (*La Repubblica*, 14/07/2010)

Les thèmes de la solidarité, de la responsabilité et de l'orgueil se retrouvent également en [17]. Ce dernier sentiment s'inscrit dans l'énoncé « siamo ad un tornante della storia »^[25] ; ce qui incite, implicitement, à le parcourir avec le courage des « grands hommes » qui ont écrit l'histoire. Ce même courage est réclamé aux Grecs en [18] et aux Irlandais en [19].

[18] « Le feu vert au programme de prêts intervient après un accord négocié avec Athènes pour appliquer dans le pays une cure d'austérité d'une **dureté inédite**. Le plan imposera au pays de «**grands sacrifices**» et une «**grande épreuve**», a prévenu Papandréou, «**ce sont des sacrifices durs**, mais nécessaires [...] sans lesquels la Grèce ferait faillite». » (*Libération*, 02/05/2010)

[19] « Il primo ministro Brian Cowen per il momento tiene duro: «Le dimensioni della crisi significano che nessuno sarà esentato dai **sacrifici necessari alla riscossa nazionale**», dice con piglio churchilliano. «Queste misure genereranno fiducia nel Paese e all'estero». » (*La Repubblica*, 25/11/2010)

En [18], nous pouvons identifier une rhétorique visant à faire surgir l'orgueil du peuple grec auquel l'Europe a lancé un défi : celui de réussir une « grande épreuve » : sauver le pays de la faillite à travers de grands sacrifices. En [19], le défi est lancé aux Irlandais qui doivent être les auteurs de la « rescousse nationale » (« riscossa nazionale »).

[20] « Plus exceptionnel encore, cette rigueur budgétaire n'a pas provoqué le moindre début de révolte chez les Irlandais (une seule journée de grève des fonctionnaires en novembre 2009). Au point que Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), ne manquait pas, dès qu'il en avait l'occasion, de **saluer cette discipline et ce sens du sacrifice citoyens**. » (*Le Monde*, 24/09/2010)

^[24] Traduc. : « Il faut avoir les gens avec nous ».

^[25] Traduc. : « Nous sommes à un tournant de l'histoire ».

[21] « Il Fondo monetario internazionale apprezza la manovra italiana, dà un giudizio positivo sulla finanza pubblica, parla di una “graduale ripresa” e prevede per il 2010 una crescita dello 0,8 e per 2011 dell’1,2 per cento del Pil. È la radiografia dell’Italia contenuta nel testo dell’Articolo IV, nel quale si plaude in particolare all’“impegno per ridurre il deficit sotto il 3 per cento nel 2012” con le “misure annunciate il 25 maggio”. Il consiglio del Fmi esprime inoltre “**elogi per la disciplina** delle finanze pubbliche, sostenendo l’intenzione di ridurre la spesa intervenendo sui salari della pubblica amministrazione. » (*La Stampa*, 27/05/2010)

L’exemple [20], enfin, est un tribut aux Irlandais qui, mis à l’épreuve, se sont conduits de manière exemplaire. Ce tribut vise au déclenchement – à travers l’éloge de la discipline dont la population a fait preuve – d’un sentiment de fierté nationale dont le but est, cette fois-ci, d’inviter les Irlandais à persévérer dans leurs efforts. Voilà donc ces PIGS ressortir de la boue pour devenir, soudainement, le « tigre celtique », fort, courageux et à nouveau digne d’admiration. Les Irlandais deviennent l’exemple à suivre ; un exemple pour tout le monde, mais surtout pour les Grecs belliqueux, qui eux, se rebellent (« plus exceptionnel encore, cette rigueur budgétaire n’a pas provoqué le moindre début de révolte chez les Irlandais »). Les mêmes remarques peuvent être faites à propos de l’énoncé [21], où ce sont les Italiens qui méritent d’être loués.

[22] « Le président de la République a jugé “essentiel de garder notre **sang froid** et un **esprit de responsabilité**”. Selon lui, “les réformes doivent continuer (hôpital, lycée, université, recherche, formation professionnelle) parce qu’elles conditionnent **notre avenir et celui de nos enfants** (...) Au final, je vous propose le seul **chemin** qui vaille, celui **de l’effort**, celui de la **justice**, celui du **refus de la facilité**. Je vous propose de regarder vers l’**avenir**, pas vers le **passé**”. » (*Le Figaro*, 19/02/2009)

En [22], le discours politique tourne autour de certaines pratiques discursives qui peuvent être en mesure de stimuler chez le lecteur une certaine disposition morale à la présence d’esprit et à la maîtrise de soi lors des circonstances difficiles, ainsi qu’à l’effort, au sens de la justice, au refus de la facilité. Cette technique vise à faire accepter des réformes difficiles à proposer car contraignantes pour la société. Nous pouvons remarquer l’usage d’une rhétorique s’appuyant sur des valeurs socialement partagées, communes au groupe social. Il y a une recherche d’arguments reposant sur des motivations fortes (« notre avenir et surtout celui de nos enfants ») permettant d’éveiller chez le lecteur un *ethos*^[26] de groupe. On soulignera, également, l’opposition entre avenir et passé, comme si les réformes étaient l’expression d’une modernité souhaitable, s’opposant au conformisme de tous ceux qui les réfutent.

^[26] « Un ensemble objectivement systématique de dispositions à dimension éthique, de principes pratiques », in P. Bourdieu, op. cit., 2002, p. 133.

Considérations conclusives

Ce travail nous a permis de vérifier la récurrence de certaines stratégies discursives communes au discours politique sur la crise économique ; elles peuvent être ainsi résumées :

1. La focalisation autour d'informations permettant de prévenir une éventuelle critique du système économique-financier en vigueur à travers :
 - La banalisation, la neutralisation et la naturalisation des crises.
 - L'étalage des ennemis du système
 - La limitation importante de l'alternative.

2. Le recours aux *substituts potentiellement euphémiques* qui permettent de:
 - Informer même si c'est souvent de manière sommaire, incomplète ou imprécise.
 - Rassurer en présentant la réalité de manière moins contraignante.
 - Anesthésier le récepteur afin de détourner son attention des véritables problèmes.
 - Encourager le récepteur à faire des efforts et à manifester un esprit de collaboration.
 - Persuader le récepteur qu'il n'y a pas de vrais responsables de la crise économique.

Cette étude nous a permis de souligner l'importance qu'il faudrait accorder à l'analyse de l'implicite dans le discours politique transmis par de la presse. C'est seulement de cette manière que nous pourrions interpréter efficacement le *discours économiquement correct*. Il convient, en effet, de rappeler, comme le dit très justement Patrick Charaudeau que « Le

positionnement du sujet énonciateur, d'abord n'est pas toujours manifesté de façon explicite, et peut même jouer sur des apparences trompeuses en ayant l'air de s'effacer dans l'instant même où il impose son point de vue en assignant certaines places à son destinataire. Son positionnement dépend d'un ensemble de procédés discursifs (descriptifs, narratifs, argumentatifs) et d'un ensemble de mots dont le sémantisme est révélateur de son positionnement au regard de certaines valeurs, le tout en rapport avec les conditions situationnelles de production. Le linguiste du discours est en cela différent du linguiste de la langue : il ne doit accorder qu'une confiance relative aux marques verbales. Il sait qu'il doit traquer le sens au-delà de l'emploi des mots et des constructions phrastiques. Aller voir derrière le masque de l'effacement énonciatif, celui du positionnement discursif »^[27].

^[27] P. Charaudeau, « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », in *Semen* 22|2006.